

L'UPR demande que Laurent Fabius soit démis de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères



***** COMMUNIQUE DE PRESSE *****



Depuis son entrée en fonction au Quai d'Orsay, Laurent Fabius a multiplié, à une cadence sans équivalent dans notre histoire contemporaine, les fautes diplomatiques de débutant et les erreurs de jugement les plus graves.

Sa politique, consistant à s'aligner systématiquement sur les positions dictées par les États-Unis dans tous les domaines, a pour effet de saboter comme à dessein tous les intérêts diplomatiques, moraux, économiques et industriels de la France.

Sous la direction de Laurent Fabius, la diplomatie française est devenue encore plus brouillonne, belliciste, arrogante, coupée de ses amitiés traditionnelles et méprisante vis-à-vis du droit international que sous celle de son prédécesseur, ce qui n'est pas peu dire. La pratique permanente du « *deux poids, deux mesures* » a rendu la voix de la France insupportable d'hypocrisie et, finalement, insignifiante.

Parmi les bévues les plus inadmissibles et les échecs les plus cinglants de Laurent Fabius, l'Union Populaire Républicaine (UPR) relève :

- L'impasse dans laquelle il a placé la France en faisant reconnaître diplomatiquement l'opposition syrienne, composée pour partie de groupes terroristes qui se déchirent aujourd'hui entre eux. Laurent Fabius avait, en outre, souhaité publiquement la mort d'un dirigeant étranger – en l'occurrence le Président syrien – en usant d'un langage de truand pour déclarer que « *Bachar Al-Assad ne mériterait pas d'être sur la terre* » ;
- L'application par la France des sanctions unilatérales américaines à l'égard de l'Iran, qui sont contraires aux règles de l'OMC, contournées par une série de pays dont les États-Unis eux-mêmes et Israël, donc inefficaces et dévastatrices pour les intérêts industriels français. L'ordre proféré par Barack Obama à Renault de quitter l'Iran n'a suscité aucune riposte du Quai d'Orsay mais au contraire une obéissance servile ;
- Le blanc-seing donné à Washington et à l'Union européenne dans les négociations du « *grand marché transatlantique* », avec une complète indifférence pour les conséquences cataclysmiques que cet accord aurait sur ce qui reste de notre économie et de notre démocratie ;
- La lâcheté absolue et l'absence de réponse appropriée face au scandale des écoutes de la NSA contre les

- Les condoléances dithyrambiques, formulées à l'annonce du décès du général Giáp, vainqueur de l'armée française au Vietnam, sans un seul mot pour la mémoire des soldats morts pour la France ;
- Le soutien de la France à un coup d'État en Ukraine, conduit au vu et au su de tous par les États-Unis d'Amérique et des milices d'extrême droite contre le pouvoir légal, en violation de l'article 2 de la Charte des Nations unies et de l'article 111 de la Constitution ukrainienne ;
- À cette occasion, Laurent Fabius a osé rencontrer et soutenir, publiquement et au nom de la France, Oleh Tyahnybok, chef du parti néonazi « *Svoboda* », placé au cinquième rang des dix organisations les plus antisémites et les plus dangereuses du monde par le Centre Simon Wiesenthal en 2012 ;
- Le refus de reconnaître les résultats, pourtant sans appel, du référendum en Crimée. Ce déni de la réalité, adopté pour obéir là encore au diktat de Washington, ne débouchera sur rien d'autre que sur une impasse risquant d'empoisonner les relations franco-russes pendant des années ;
- Dernier fourvoiement en date, Laurent Fabius vient de menacer d'annuler la vente des navires « *Mistral* » à la Russie, en violation de la signature de la France, et cela sans le moindre égard pour les centaines d'emplois que cette annulation démente pourrait détruire sur les chantiers de la société STX à Saint-Nazaire.

Cette nouvelle attaque contre nos intérêts diplomatiques et industriels est l'attaque de trop. L'UPR demande au Président de la République de tirer les conséquences de l'incompétence, de l'amateurisme et de l'extrême nocivité de Laurent Fabius pour les intérêts de la France en le démettant au plus vite de ses fonctions de ministre des Affaires étrangères.